

Une société de vigilance ou la dictature selon Macron...



Dans une émission de BFM TV, Mathieu Slama, essayiste, analyste politique et enseignant au Celsa [École des hautes études en sciences de l'information et de la communication], s'oppose à Lauriane Rossi, député LREM, stupide et bornée, pour tenter de lui faire comprendre les ravages liberticides engendrés par le passe vaccinal.

Il considère que remplacement du passe sanitaire par un passe vaccinal est un inacceptable chantage à la liberté et dénonce une politique autoritaire ne se cachant même plus.

Mettant à l'index des millions de Français, le Premier ministre a osé dire : « Il n'est pas admissible que le refus de quelques millions de Français de se faire vacciner mette en risque la vie de tout un pays et entame le quotidien d'une immense majorité de Français qui a fait preuve de responsabilité depuis le début de cette crise. »

Le lendemain, le porte-parole du gouvernement défendait le passe vaccinal dans des termes ahurissants : « Pour que les vaccinés puissent vivre quasi normalement, les non-vaccinés doivent vivre un quasi-confinement. »

Et parachevant ce tableau, voici comment une députée de la majorité justifiait le recours à une telle coercition : « La liberté doit être collective et pas individuelle. Nous assumons de faire peser la contrainte sur celles et ceux qui ne sont pas vaccinés par rapport à celles et ceux qui ont fait le choix de la responsabilité. »

Par ces propos intolérables, d'une gravité sans précédent, le gouvernement enterre une société de liberté pour nous obliger à subir une société de l'ordre et de la discipline, trahissant ainsi tout notre héritage politique comme nos idéaux humanistes et républicains.

Révolution juridique et politique majeure, le passe est une mesure sans équivalent dans notre histoire politique contemporaine. Il agit comme un outil de discipline qui permet d'activer et de désactiver les droits de n'importe quel citoyen, selon son comportement.

Il contredit d'abord le principe du caractère inaliénable de la liberté, qui n'est pas quelque chose que le pouvoir octroie ou non aux citoyens, en fonction de leur bonne conduite. La liberté ne s'accorde pas : elle est consubstantielle à la citoyenneté. « Les hommes naissent et demeurent libres » : tel est le point de départ philosophique de l'aventure révolutionnaire et républicaine.

Le passe contredit un autre principe fondamental : celui de l'indivisibilité de la citoyenneté, la République ne se divise pas, la citoyenneté pas davantage.

Or, qu'est-ce que le passe vaccinal, si ce n'est l'institution d'une déchéance de citoyenneté des non-vaccinés ?

Avec le passe vaccinal, l'accès à la pleine citoyenneté est désormais déterminé par des doses de « vaccin », nos relations sociales devenant conditionnées à un QR Code contrôlé par d'autres citoyens, la police effectuant les contrôles des contrôles.

Lors de son show télévisé, le dictateur Macron a qualifié cette société de « société de vigilance », affirmant que le fait d'être Français impliquait « d'abord des devoirs »... C'est oublier que la République s'est d'abord construite sur l'idée que le citoyen avait avant tout des droits, et qu'un régime soumettant l'individu à l'intérêt collectif n'est pas un régime démocratique mais un régime autoritaire.

Sans réelle opposition ni contre-pouvoir pour lui faire face, le gouvernement a les mains libres pour faire ce qu'il veut. S'il est en mesure de tenir un discours autoritaire aussi assumé et radical, c'est parce qu'il sait qu'il y a, dans l'opinion, une demande d'autorité et de coercition très forte vis-à-vis des non-vaccinés qui sont devenus, au fil des mois, les boucs émissaires de la crise sanitaire, accusés de tous les maux par un pouvoir qui a choisi, de manière très cynique, de les livrer à la vindicte populaire et de les désigner comme les seuls responsables de la crise. Notre inconscient persécuteur, si bien analysé par René Girard, a ainsi ressuscité de la pire des manières à l'occasion de la pandémie.

Cette complicité de l'opinion a de quoi inquiéter, car elle encourage ce gouvernement à poursuivre son travail de sape de notre état de droit, et à affaiblir nos libertés au nom de l'exigence de sécurité.

Pour nous alerter plus encore, Mathieu Slama cite une phrase de cet [effroyable rapport du Sénat](#), que nous dénoncions dès le 5 septembre dernier, lequel expose sans ambages que si une dictature prend des mesures pour sauver des vies quant une démocratie pleure ses morts, alors il faut s'interroger avec

pragmatisme sur les mesures que l'on pourrait prendre en dehors du cadre démocratique...

Vous aurez été prévenus.

Daphné Rigobert